

# Nouvelles du Réseau

Numéro 1

Réseau juridique canadien VIH/sida

mars 1999

## Avant-propos

Quatre ans après le lancement du *Bulletin canadien VIH/sida et droit*, le Réseau lance *Nouvelles du Réseau*. Le *Bulletin* exprime la voix «publique» du Réseau – plus de 300 personnes s’y sont abonnées au pays et à l’étranger. L’année 1999 le verra se modifier considérablement, comme vous le constaterez ci-dessous. En marge de cette publication à contenu, toutefois, le Réseau a senti le besoin d’une publication régulière et plus modeste. Nous publierons chaque année 3 numéros des *Nouvelles aux membres*, afin de maintenir un contact plus étroit entre nous et d’aider au partage d’information. Vous êtes vivement encouragés à nous faire part de vos propres activités, dans les domaines du droit, de l’éthique et des droits de la personne liés au VIH/sida, pour publication à l’intention de nos membres.

## Faits saillants

L’année qui se termine fut très chargée, pour le Réseau. En voici quelques faits saillants :

- les questions juridiques, éthiques et de droits de la personne ont été intégrées à la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (SCVS) en tant que secteur stratégique;
- un plan d’activités pour ce secteur de la SCVS a été développé, lors d’un processus national de consultation – et le Réseau a déjà commencé à agir selon ce plan;
- nous avons publié, ou nous nous apprêtons à publier, plusieurs rapports et documents d’importance qui, nous l’espérons, aideront à ce que les politiques et les réactions juridiques concernant le VIH/sida soient respectueuses des droits des personnes vivant avec le VIH/sida; favorisent la réussite des efforts de prévention du VIH, plutôt que d’y nuire; et facilitent les soins, les traitements et le soutien pour les personnes vivant avec le VIH/sida – des rapports portant sur le test de sérodiagnostic du VIH et la grossesse; sur l’usage de drogue par injection et ses facettes juridiques et éthiques en rapport avec le VIH/sida; sur les conséquences de la décision de la Cour suprême du Canada dans l’affaire *Cuerrier*; etc.
- nous avons amorcé un partenariat avec le Réseau autochtone canadien sur le sida (RACS), pour continuer le travail sur les questions juridiques concernant le VIH/sida et les populations autochtones;
- nous avons poursuivi le travail en collaboration avec la Société canadienne du sida et, de concert avec elle, nous avons publié des séries de feuillets d’information (à paraître sous peu) au sujet de divers aspects juridiques, éthiques et de droits de la personne soulevés par le VIH/sida : les questions juridiques concernant les gais et lesbiennes dans le contexte du VIH/sida, le VIH/sida et la discrimination, le droit criminel et le VIH/sida, le test de sérodiagnostic du VIH et la confidentialité, ainsi que le VIH/sida dans les prisons;
- nous avons amorcé un partenariat avec le AIDS Law Project of South Africa;
- nous avons élu notre premier conseil d’administration d’envergure nationale;
- nous avons embauché en mai 98 le premier membre du personnel, et trois autres depuis.

## Sommaire

Avant-propos .....	1	Ce que d’autres ont dit .....	7
Faits saillants.....	1	Personnel du Réseau .....	7
Activités récentes.....	2	Ressources .....	8
Nouveau conseil élu.....	6		



Publié par le Réseau juridique canadien VIH/sida.  
Financé par la Division des politiques, de la coordination  
et des programmes sur le VIH/sida, Santé Canada,  
dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida.



## Nouvelles du Réseau

*Nouvelles du Réseau* vise à tenir les lecteurs informés des activités du Réseau juridique canadien VIH/sida et à servir de moyen d'information entre ses membres. Il est publié tous les trois mois par le Réseau juridique canadien VIH/sida et droit.

La soumission d'articles par des membres du Réseau, concernant leurs propres activités dans les domaines du droit, de l'éthique et des droits de la personne liés au VIH/sida, est appréciée et encouragée. Veuillez transmettre toute suggestion d'article ou de note, sous forme électronique, à Anne Renaud:

*Nouvelles du Réseau*  
Réseau juridique canadien VIH/sida  
484, rue McGill (4<sup>e</sup> étage)  
Montréal QC H2Y 2H2  
Canada  
Tél.: (514) 397-6828  
Télec.: (514) 397-8570  
Courriel: <arenaud@aidslaw.ca>

© Réseau juridique canadien VIH/sida 1999. Le Réseau encourage la diffusion de l'information contenue dans cette publication. La permission de reproduire du matériel sera accordée à condition que l'origine et la source en soient mentionnées. La rédaction demande que lui soit fourni un exemplaire des publications dans lesquelles des extraits de la présente sont utilisés.

**Financé par la Division des politiques, de la coordination et des programmes sur le VIH/sida, Santé Canada, dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida.**

**Les conclusions, interprétations et opinions exprimées dans cette publication relèvent uniquement de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou positions officielles de Santé Canada ou du Réseau juridique canadien VIH/sida.**

ISSN 1488-0997

### Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau est un organisme de charité dont le mandat concerne l'éducation et la promotion de réactions juridiques et de l'ordre des politiques, devant l'infection à VIH et le sida, qui soient respectueuses des droits de la personne. Il favorise l'accès à une information juridique précise et à jour. Il relie les gens dont le travail ou les préoccupations concernent les questions juridiques et sociales pertinentes à la lutte contre la propagation du VIH, afin de réduire ses conséquences sur les personnes touchées ou affectées. Le Réseau est établi à Montréal et est ouvert aux nouveaux membres. Pour information sur l'adhésion, contacter Anne Renaud : <arenaud@aidslaw.ca>.

## Activités récentes

En juillet 98, la demande de financement d'opération du Réseau pour la période de juillet 98 à mars 2001 a été acceptée. Aux côtés de la Société canadienne du sida (SCS), du Réseau autochtone canadien sur le sida (RACS), du Comité canadien aviseur sur l'accès aux traitements (CCAAT) et de la Coalition interagence sida et développement (CISD), le Réseau est l'un des cinq organismes nationaux à recevoir du financement d'opération. De plus, le Réseau mène des projets financés dans le cadre du volet juridique, éthique et de droits de la personne, de la SCVS. Il a aussi entrepris des projets financés par d'autres sources.

*Les activités suivantes reposent sur le financement d'opération :*

### Suivi concernant *R. c. Cuerrier*

La Cour suprême du Canada a rendu public, le 3 septembre 98, un jugement unanime dans l'affaire *R. c. Cuerrier*, à l'effet duquel une personne vivant avec le VIH/sida peut être trouvée coupable d'un crime de «voies de fait» si elle a eu une relation sexuelle sans protection alors qu'elle n'avait pas d'abord révélé sa séropositivité à son ou sa partenaire. Comme c'était la première fois que le plus haut tribunal d'un pays abordait la question de la criminalisation d'activités à risque des personnes séropositives, la décision de la Cour suprême a été l'objet d'attention et de commentaires médiatiques considérables. La décision soulève plusieurs questions pour les personnes vivant avec le VIH/sida, concernant la divulgation dans le contexte de l'activité sexuelle, ainsi que pour diverses autres personnes qui peuvent détenir des renseignements sur la séropositivité de personnes ou leurs comportements à risque.

Le Réseau a donc entrepris un projet pour analyser les implications de ce jugement et pour identifier les questions qui requièrent un suivi auprès des personnes affectées par ce développement en droit canadien. Dans le cadre du projet, un atelier national a été tenu à Toronto les 22-23 février 99. Un document intitulé «La criminalisation de la non-divulgation de la séropositivité au VIH – Analyse des implications possibles de *R. c. Cuerrier*» (titre provisoire) sera publié en mai.

### Bulletin canadien VIH/sida et droit

À compter du numéro de mars 99 (vol. 4, nos 2-3), notre *Bulletin* a une nouvelle allure qui le rend plus facile à consulter et plus attrayant.

Les lectrices et lecteurs y remarqueront d'autres changements. Notamment, sa fréquence trimestrielle reprendra. Quatre numéros par an, remplis d'information sur les importants aspects juridiques, éthiques et de droits de la personne que soulève le VIH/sida au Canada et dans le monde.

### Enquête bibliographique et bibliographie annotée

Immédiatement après la parution de la seconde édition de l'enquête bibliographique et bibliographie annotée (voir *infra*), nous avons amorcé la préparation d'une troisième édition. Entre-temps, la version Internet du document est mise à jour régulièrement. Plusieurs centaines de nouveaux titres y seront ajoutés au cours des prochains mois.



## Communications

### *Nouvelles du Réseau*

Afin que les gens et organismes soient informés des activités du Réseau, *Nouvelles du Réseau* sera publié aux quatre mois, posté à nos membres et affiché sur Internet. Il procure une information qui complète celle contenue dans le *Bulletin canadien VIH/sida et droit*.

### *Centre de documentation*

Notre centre de documentation est en cours d'expansion et de systématisation. Notre collection de documents sur les questions juridiques, éthiques et de droits de la personne soulevées par le VIH/sida, la plus vaste au Canada et l'une des plus importantes au monde, sera ouverte au public à compter de mai 99.

### *www.aidslaw.ca*

Notre site Web est mis à jour chaque mois. Depuis peu, toutes les archives du *Bulletin canadien VIH/sida et droit* y ont été déposées ainsi que l'*Enquête bibliographique et bibliographie annotée* et *Test de sérodiagnostic du VIH et confidentialité : rapport final*, qui sont tous disponibles dans les deux langues. Dans le seul mois de février 99, notre site Web a été cliqué 15 535 fois (comparativement à 3 831 en avril 98).

### *Rapport annuel*

Le plus récent rapport annuel présente les activités et réalisations du Réseau sur une période bien remplie de cinq mois (1 nov. 97 au 31 mars 98). Pendant cette période, nous avons complété des projets sur les questions juridiques relatives aux autochtones, ainsi qu'aux soins, au soutien et au traitement à l'intention des utilisateurs de drogue par injection séropositifs; nous avons poursuivi un projet sur l'amélioration de l'accès à l'information sur les questions juridiques, éthiques et de droits de la personne soulevées par le VIH/sida, par le biais d'Internet; de concert avec la SCS, nous avons continué notre projet conjoint sur les questions juridiques et éthiques, qui a conduit à la publication d'autres rapports finaux et documents de travail; nous avons continué de publier le *Bulletin* et nous avons amorcé plusieurs autres activités. Vous pouvez obtenir copie du rapport annuel en contactant Anne Renaud au bureau du Réseau, ou le télécharger du site Web.

### *Conseil et a.g.a.*

Les objectifs du programme de gouvernance du Réseau sont les suivants : une gouvernance efficace du Réseau, l'inclusion des personnes vivant avec le VIH/sida, la diversité et la représentation régionale. Dans le cadre de ce programme, le conseil d'administration du Réseau se rencontre deux fois l'an, à trois conférences

téléphoniques, et le Réseau organise son assemblée générale annuelle, qui constitue pour les membres une importante occasion de commenter les activités du Réseau et d'y contribuer.

L'a.g.a. de 1999 aura lieu à Toronto les 17-18 septembre.

*Les projets suivants sont financés dans le cadre du volet juridique, éthique et des droits de la personne de la SCVS.*

## Consultations

Au printemps 98, Santé Canada a confié au Réseau juridique le mandat de mener un exercice national de planification visant à développer un plan relatif aux questions juridiques, éthiques et de droits de la personne qui pourraient se manifester d'ici à 2003 dans le contexte du VIH/sida, pendant la SCVS. Des rencontres avec plus de 200 individus et organismes se sont tenues entre juin et novembre 98. L'exercice de planification s'est terminé en janvier 99 par la publication de *Questions juridiques, éthiques et de droits de la personne: où se dirige-t-on à partir d'ici – Planification pour 1999 – 2000 : un rapport de planification*. Les trente-quatre recommandations qui y sont formulées offrent une base à l'action immédiate. Le document est distribué à vaste échelle; il est disponible auprès du Centre canadien de documentation sur le VIH/sida ainsi que téléchargeable du site Web du Réseau.

Le Réseau avait accepté de mener cet exercice de planification à deux conditions : (1) que nous puissions embaucher un consultant indépendant – car nous étions conscients que le Réseau était une partie intéressée dans l'exercice, et nous avons tout fait pour que les conclusions de la planification ne soient pas influencées par le rôle de leadership du Réseau; (2) que Santé Canada s'engage à appliquer les conclusions du rapport – nous ne souhaitons pas amorcer un exercice long et coûteux sans l'assurance que ses résultats allaient être pris au sérieux et mis en pratique.

Nous avons confié le contrat à un consultant indépendant, Brian Bell, qui a conduit les rencontres de consultation et rédigé le rapport final. Nous inciterons à présent Santé Canada à mettre en pratique les conclusions du rapport. Le Réseau, pour sa part, travaille déjà en fonction de ces conclusions. Entre autres, nous intégrons maintenant une analyse éthique dans tous les projets que nous entreprenons; nous avons modifié notre approche du travail sur les questions autochtones, en initiant un partenariat avec le Réseau autochtone canadien sur le sida; nous investissons davantage d'énergie dans le suivi aux recommandations formulées dans nos rapports; et nous avons soumis une demande de financement de projet triennal, qui a été préparée en conformité avec les orientations du rapport de planification.



## Grossesse et VIH/sida

Dans un document intitulé *Le test de sérodiagnostic du VIH et la grossesse : aspects médicaux et juridiques du débat d'orientation politique*, publié par suite d'un contrat pour Santé Canada, Lori Stoltz et Louise Shap présentent l'analyse jusqu'ici la plus convaincante des aspects médicaux et juridiques qui doivent éclairer le débat sur les politiques relatives au test du VIH pour les femmes enceintes. On peut obtenir le document auprès du Centre canadien de documentation sur le VIH/sida ou d'Éric Nolet au bureau du Réseau. De plus, un sommaire est disponible sur le site Web de Santé Canada, à <www.hc-sc.gc.ca>.

## Le VIH/sida dans les prisons

Ralf Jürgens a présenté deux exposés à Genève, lors du Symposium international sur la prévention du VIH (27 juin 98) ainsi qu'à la séance Défis juridiques et des droits de la personne, lors du 12<sup>e</sup> Congrès international (2 juillet 98). Il a aussi été invité comme conférencier à *Current Strategies for the Treatment and Prevention of HIV in Corrections* (New York, 23-24 octobre 98) et comme éditeur du numéro de février 99 de *HIV Education Prison Project News* (programme sida de la Brown University). Par ailleurs, le Réseau a réussi à rencontrer des représentants du Service correctionnel du Canada (SCC), le 26 janvier 99, pour recevoir une mise à jour des activités du SCC. Des feuillets d'information sur le VIH/sida dans les prisons seront bientôt publiés.

## Droit criminel et VIH/sida

La série de fiches sur le droit criminel et le VIH/sida, publiée par le Réseau et la SCS, a été mise à jour et sera publiée sous peu.

## Questions juridiques concernant les gais et lesbiennes dans le contexte du VIH/sida

Une série de fiches d'information a été publiée pour résumer les principales questions soulevées dans *Questions juridiques concernant les gais et lesbiennes dans le contexte du VIH/sida : rapport final*.

## Sérodiagnostic et confidentialité

Après la parution de *Test de sérodiagnostic du VIH et confidentialité : rapport final* (automne 98), nous en sommes à finaliser une série de fiches d'information résumant les principales conclusions de ce rapport. Par ailleurs, des plans d'activités à court et à long terme, pour favoriser la mise en œuvre des recommandations, ont été développés puis mis en discussion lors d'un atelier national, tenu à Montréal les 25-26 mars. Le plan d'action sera mis en œuvre dans l'année qui s'amorce.

## VIH/sida et discrimination

Huit feuillets d'information sur le VIH/sida et la discrimination, résumant les principaux problèmes abordés dans *VIH/sida et discrimination : un document de travail*, ont été préparés et seront publiés sous peu.

## Questions juridiques liées au VIH/sida et aux autochtones

Le Réseau a entrepris son travail dans le domaine des autochtones, droit et VIH, au cours de l'été 97. Trois documents de travail ont été publiés en mars 98, à partir d'entrevues avec des intervenants clés du domaine du VIH/sida dans les communautés autochtones – les sujets sont la discrimination, les problèmes de financement et de compétence, et le sérodiagnostic et la confidentialité. En décembre 98, le Réseau et le RACS ont convenu de travailler en collaboration pour publier des fiches d'information sur des questions abordées dans les documents de travail. De plus, des discussions pour le suivi ont eu lieu en janvier et février 99, concernant le contenu des trois documents, et des révisions ont été apportées aux documents. Les nouvelles versions seront prêtes en avril.

## VIH/sida et injection de drogue: questions juridiques et éthiques

Le Réseau poursuit son travail sur les questions liées aux soins, au traitement et au soutien des utilisateurs de drogue qui sont atteints du VIH, et à la prévention de l'infection à VIH parmi les utilisateurs de drogue. Dans la seconde phase de ce projet, le Réseau travaille sur :

- les questions juridiques et éthiques liées aux essais cliniques impliquant des utilisateurs de drogue par injection qui vivent avec le VIH/sida,
- les questions juridiques et éthiques liées aux pratiques et à la réglementation concernant les programmes d'échange de seringues et d'entretien à la méthadone, et
- les questions juridiques et éthiques soulevées par la censure et la désinformation, pour les professionnels des soins de santé, les utilisateurs de drogue et l'ensemble de la population, au sujet des drogues illicites et de leurs effets.

Diane Riley, Eugene Oscapella et David Roy ont préparé des documents de travail sur ces sujets et un atelier national a eu lieu les 15-16 mars 99 pour en discuter. Les conclusions de cette phase seront publiées sous peu, de pair avec les documents préparés dans la phase précédente. Des activités de suivi sont prévues, pour assurer que les recommandations contenues dans les documents soient prises au sérieux.

## Médecines alternatives et complémentaires (MAC) et soins pour le VIH : une perspective éthique

Ce tout nouveau projet du Réseau a pris naissance en février 99. Les Canadiens vivant avec le VIH/sida, à l'instar des autres gens au Canada, ont de plus en plus recours à des approches





alternatives, dans leurs stratégies de soins et de promotion de leur santé. Des sondages effectués parmi les personnes vivant avec le VIH/sida indiquent que près de 80% ont recours à des MAC dans le cadre de la gestion de leur santé. Le débat gagne en importance quant à la manière par laquelle le système des soins de la santé devrait aborder cette utilisation. Dans le vif des discussions, plusieurs questions fondamentales sont soulevées, relativement à ce système, notamment : la liberté de l'individu de choisir parmi des options de traitement, l'efficacité thérapeutique, la recherche sur les MAC, la capacité du système actuel de soins de santé de rencontrer les besoins des personnes vivant avec le VIH/sida, la couverture d'assurance dans ce domaine, etc. Ces questions présentent de nombreux défis pour nos systèmes de soins de santé. Un document est en préparation; on y examinera ces questions et défis d'un point de vue éthique, en vue de mieux comprendre les aspects fondamentaux de notre système de soins et de mieux satisfaire aux besoins des personnes vivant avec le VIH/sida.

*Les projets suivants sont réalisés grâce à d'autres sources de financement :*

### **Le jumelage en action : une étude de cas**

Grâce à des fonds octroyés par la Direction des affaires internationales de Santé Canada, ce projet accroîtra la capacité du Réseau d'entreprendre un projet de jumelage avec le AIDS Law Project of South Africa (ALP).

En novembre 98, le Réseau et l'ALP ont ébauché un memorandum concernant la coopération future. Les organismes se sont entendus sur le fait qu'une association officielle entre l'ALP et le Réseau profiterait aux deux parties; plusieurs activités conjointes, à court, moyen et long terme, ont été suggérées. Dans ce projet, un rapport est en voie d'être complété, où est documentée la collaboration entre le Réseau et l'ALP, et où l'on présentera un guide par étapes pour des jumelages réussis, y compris un énoncé de mission, des buts et objectifs à court, moyen et long terme, des projets d'activités pour parvenir à ces buts et des prospectus de financement pour certaines activités. Le rapport sera mis à la disposition des organismes qui souhaitent développer des projets semblables et pourra servir d'exemple de jumelage en action.

### **Base de données des projets sur le VIH/sida, les droits de la personne, l'éthique et le droit**

Grâce à des fonds octroyés par la Direction des affaires internationales de Santé Canada, ce projet rehaussera la capacité des organismes du Canada, en particulier ceux qui s'intéressent aux questions de droit, d'éthique et de droits

de la personne liées au VIH/sida, à prendre contact avec des organismes qui travaillent dans les mêmes domaines dans d'autres pays, facilitant le partage d'expérience et le réseautage, et évitant la duplication des efforts.

Un document sera publié sous peu pour établir une ligne d'action en vue de colliger un inventaire mondial. La collecte de données, en soi, s'effectuera dans la phase suivante.

### **Enquête bibliographique et bibliographie annotée – deuxième édition**

Financée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), la deuxième édition de *Questions d'ordre juridique et éthique soulevées par le VIH/sida : enquête bibliographique et bibliographie annotée* a été publiée en décembre 98.

Cette deuxième édition vise à étendre la portée de la bibliographie annotée en y incluant de la documentation issue de pays en développement et à améliorer l'accès à l'information sur des questions d'ordre juridique, éthique ou de droits de la personne liées au VIH/sida, en y ajoutant de nouvelles sections: l'une présente des adresses Internet menant vers des documents internationaux et régionaux relatifs aux droits de la personne dans le contexte du VIH/sida; l'autre contient de l'information au sujet de sites électroniques d'organismes ou institutions sélectionnés qui offrent de l'information pertinente à ces questions juridiques et éthiques.

La bibliographie annotée comprend maintenant plus de 1000 entrées classées en 24 domaines, tels que l'accès aux soins et traitements, le développement et le VIH, l'immigration, la santé publique, les femmes et le VIH/sida, etc.

### **Droit, éthique et droits de la personne à Genève 98**

Une subvention de l'ONUSIDA nous a permis de reproduire, dans le plus récent numéro du *Bulletin*, certains des exposés les plus pertinents du Congrès, relativement au droit, à l'éthique et aux droits de la personne, et dont la lecture est de mise pour tous ceux et celles – des gouvernements, du système des Nations Unies, d'associations professionnelles, d'organismes communautaires et non gouvernementaux – qui s'intéressent aux implications plus vastes du VIH/sida sur le plan du droit, de l'éthique et des droits de la personne. Il s'agit donc de notre premier numéro réellement international; il sera distribué à plus de 600 individus et organismes qui s'intéressent au VIH/sida et aux droits de la personne, à travers le monde, en particulier dans les pays en développement, en plus d'être largement distribué au Canada.



## Nouveau conseil élu

---

En raison de changements organisationnels, nous avons eu une seconde assemblée générale «annuelle» en 1998. Un nouveau conseil d'administration a été élu, composé de 11 membres : Elaine Sussey (Atlantique), David Thompson et Bruno Guillot-Hurtubise (Québec), Lori Stoltz, Diane Riley, Ruth Carey, Louise Binder et Richard Elliott (Ontario), Neena Ahluwalia (Prairies) ainsi que Barney Hickey et Raymond Campeau (Pacifique). À la fin du mois d'octobre, Richard Elliott, qui était président, a démissionné de son poste au conseil lorsqu'il a accepté un poste d'employé du Réseau, commençant le 1 janvier 99.

*Neena Ahluwalia* est avocate depuis 14 ans et membre du Barreau de l'Alberta, elle est membre exécutif de la Criminal Trial Lawyers Association of Edmonton. Elle est aussi bénévole au sein d'organismes culturels d'Edmonton.

*Louise Binder* est une femme séropositive qui vit à Toronto. De formation en droit, elle a travaillé pendant 20 ans dans le domaine des relations de travail et des ressources humaines au sein d'un cabinet et dans le secteur privé. Depuis qu'elle s'est retirée de ce domaine en 94, Louise a fait partie de conseils d'administration de plusieurs organismes ontariens du domaine du sida, notamment la Toronto People With AIDS Foundation et Voices of Positive Women, deux organismes dont elle a été coprésidente. Plus récemment, elle a concentré son travail sur la défense et promotion des droits en matière de traitement. Elle est coprésidente du Comité canadien aviseur sur l'accès aux traitements (CCAAT).

*Raymond Campeau* a été reçu au Barreau de l'Ontario en 93 et à celui de la C.-B. en 95. En 1998, il a rempli un contrat à titre de responsable des services de défense et promotion des droits, au sein de la British Columbia Persons with AIDS Society (BCPWA). Il pratique le droit à Vancouver et est bénévole pour la BCPWA.

*Ruth Carey* est la directrice générale de la HIV & AIDS Legal Clinic of Ontario (HALCO), à Toronto, depuis mai 96. Elle est avocate depuis 1993.

*Bruno Guillot-Hurtubise* est le secrétaire trésorier du conseil. Il est avocat et chercheur à la Cour supérieure de Montréal. Avant de faire partie du conseil d'administration, il a travaillé pour le Réseau et pour Sida bénévoles Montréal (ACCM).

*Barney Hickey* est en congé prolongé de son poste de gérant des soins aux patients, à l'unité psychiatrique du St-Paul's Hospital, à Vancouver. Il est présentement infirmier au Dr Peter AIDS Centre, un des premiers programmes créés au Canada pour les personnes vivant avec le VIH/sida, et il est vice-président de l'Association canadienne des infirmiers et infirmières en sidologie. Il vit avec le VIH depuis 1985.

*Diane Riley* est la vice-présidente du Réseau. Elle étudie les effets biosociocomportementaux de l'usage de drogue depuis plus de 20 ans, ce qui l'a amenée en Australie, au Canada, au Royaume-Uni, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Suède. Après ses recherches sur le traitement pour le compte de l'Addiction Research Foundation (Toronto), elle s'est ralliée à des organismes communautaires pour la mise sur pied des premiers programmes torontois de distribution de trousseaux d'eau de Javel et d'échange de seringues. De 1990 à 1996, elle a été analyste senior des politiques au Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie (CCLAT). Elle est aujourd'hui analyste en politiques pour la Fondation canadienne des politiques sur les drogues et professeure adjointe à la faculté de médecine de l'Université de Toronto.

*Lori Stoltz* est la présidente du Réseau. Elle est partenaire du cabinet d'avocats Goodman and Carr, à Toronto, où elle se spécialise en litige civil et en droit administratif, mettant l'accent sur les questions relatives à la santé et aux droits de la personne. Lori a représenté les intérêts de personnes séropositives dans plusieurs contextes liés à la confidentialité, à la discrimination dans l'embauche et en milieu de travail, ainsi qu'à la négligence médicale. Elle a été l'avocate du Groupe HIV-T (personnes ayant contracté le VIH par transfusion sanguine) devant la Commission d'enquête sur l'approvisionnement en sang au Canada (Commission Krever) et, plus récemment, a co-représenté aux côtés de Richard Elliott l'intervention du Réseau, de SCS et de la BCPWA relativement à *R. c. Cuerrier*, devant la Cour suprême du Canada. Elle fait en outre partie du Comité consultatif ontarien sur le VIH/sida.

*Elaine Sussey* est directrice générale de Sida Nouveau-Brunswick depuis 1987. Ses fermes convictions en faveur de la justice sociale sont le catalyseur de son implication dans le domaine du sida. Elle a fait partie du conseil d'administration de la SCS et a été impliquée dans les consultations nationales concernant la Stratégie nationale sur le sida, les directives du PACS, le test du VIH et la confidentialité, les guides sécurisexe ainsi que la mise au point d'instruments d'évaluation de programmes.

*David Thompson* est avocat à Montréal et membre fondateur du Réseau. Il est directeur général de Sida bénévoles Montréal (ACCM), organisme communautaire principalement au service de la communauté anglophone montréalaise, et il travaille à temps partiel au Centre de bioéthique de l'Institut de recherches cliniques de Montréal.



## Ce que d'autres ont dit



*Ce rapport est fortement recommandé à toutes les bibliothèques du monde. Il peut servir de bloc de base pour amener des changements qui permettront de réellement lutter contre le VIH/sida et non contre les individus qui en sont affectés.*

- AIDS Book Review Journal, 1998  
(critique de *Questions juridiques concernant les gays et lesbiennes dans le contexte du VIH/sida : rapport final*)

*Je ferai circuler mes exemplaires parmi le personnel d'Alberta Health. Cela nous servira sans doute de référence utile au cours des prochaines années.*

- Halvar C. Jonson, ministre albertain de la Santé, dans sa réponse à *Test de sérodiagnostic du VIH et confidentialité : rapport final*, le 20 janvier 99

*Merci de m'avoir fait parvenir le rapport final [test et confidentialité]. C'est un document très impressionnant qui servira certainement de ressource importante pour les organismes, les législatures et les chercheurs, à travers le monde autant qu'au Canada.*

- Prof. R. Magnusson, dans sa réponse au rapport, le 7 janvier 99

*Nous sommes reconnaissants pour l'exemplaire de «Questions d'ordre juridique et éthique soulevées par le VIH/sida : enquête bibliographique et bibliographie annotée». Cette publication qui arrive à point sera très utile à notre réseau et nous serons heureux d'en recevoir les éditions ultérieures.*

- L. Sewanyana, Fondation for Human Rights Initiative, le 5 janvier 99

## Personnel du Réseau

Jusqu'au 17 mai 98, le Réseau n'avait aucun employé – tout le travail était effectué par des bénévoles, des gens embauchés pour des contrats à court terme ou dans le cadre du Projet conjoint Réseau/SCS sur les questions juridiques et éthiques soulevées par le VIH/sida. Depuis ce temps, le Réseau a pu embaucher quatre personnes à titre d'employé-e-s : Richard Elliott, Ralf Jürgens, Éric Nolet et Anne Renaud. De plus, Maria Nengeh Mensah et Glen Bugg travaillent pour le Réseau en vertu de contrats à long terme à temps partiel.

*Richard Elliott* est le directeur des politiques et de la recherche, au Réseau, depuis janvier 1999. Il a exercé le droit pour le compte du cabinet Iler, Campbell, Klippenstein, à Toronto. Pendant son droit, il a dirigé à la faculté la division des services d'aide juridique aux gens à faible revenu aux prises avec le VIH/sida et il a fait partie du conseil d'administration de la HIV & AIDS Legal Clinic of Ontario. Il est l'auteur du document de travail et du rapport final qu'a publiés le Réseau au sujet du droit criminel et du VIH/sida. Aux côtés de Lori Stoltz, il a co-représenté l'intervention du Réseau, de SCS et de la BCPWA relativement à *R. c. Cuerrier*, devant la Cour suprême du Canada. Il a fait partie du conseil du Réseau de novembre 96 à octobre 98. Richard travaille pour le Réseau, bien qu'à Toronto. Pour le moment, on peut le rejoindre par l'entremise du bureau montréalais du Réseau.

*Ralf Jürgens*, membre fondateur du Réseau, en est le directeur général depuis le 1 juin 98. Il est également coprésident de la Coalition interagence sida et développement (CISD) et membre du Conseil ministériel sur le VIH/sida. Entre 1992 et 1994, il a été coordonnateur de projet pour le compte du Comité d'experts sur le sida et les prisons (CESP) et il a donné le premier cours universitaire sur le sida au Canada (faculté de droit de McGill). Ralf détient une maîtrise en droit de l'Université



McGill (Montréal) et un doctorat de l'Université de Munich.

On peut joindre Ralf au poste 223, au bureau du Réseau; son courriel est <ralfj@aidslaw.ca>.

*Éric Nolet* est coordonnateur de projet et des publications, pour le Réseau, depuis mai 98. Il détient un baccalauréat en sciences religieuses et un baccalauréat en études anciennes, de l'Université d'Ottawa. De 1992 à 1996, il a été adjoint à la recherche chez Les associés de recherche Ekos inc., un cabinet de recherches sociales et économiques. En 96, Éric comptait parmi les dix finissants au Canada à recevoir un contrat de travail de la Fédération canadienne des sciences humaines et sociales, dans le cadre du programme à Vision Carrière – ce contrat s'est déroulé auprès de l'Association canadienne des soins et services communautaires, où Éric a été coordonnateur du projet sur le soutien des soins à domicile pour le VIH/sida, et chercheur pour la publication d'un manuel de formation sur les soins pour le VIH/sida à domicile.

On peut joindre Éric au poste 227, au bureau du Réseau; son courriel est <enolet@aidslaw.ca>.

*Anne Renaud* est coordonnatrice de projet et du bureau, pour le Réseau, depuis août 98 (ce fut d'abord à temps partiel, c'est à temps complet depuis janvier 99). Elle détient un baccalauréat en traduction anglaise, de l'Université Concordia. De 90 à 95, elle a été responsable de l'administration au Centre sida McGill, pour lequel elle a co-organisé un projet d'intervention provinciale auprès des garderies québécoises. Elle fut ensuite rédactrice adjointe de la *Revue canadienne de recherche en sciences infirmières* et coordonnatrice du placement en milieu clinique pour les étudiants en sciences infirmières.

On peut joindre Anne au poste 222, au bureau du Réseau; son courriel est <arenaud@aidslaw.ca>.

*Maria Nengeh Mensah* a commencé son travail pour le Réseau en novembre 98, deux jours par semaine, pour l'organisation du centre de documentation. Maria Nengeh est sexologue et elle achève un doctorat en communications à l'Université Concordia, dans le cadre duquel elle prépare une thèse sur le discours médiatique concernant les femmes et le sida au Québec. Son implication dans le travail sur le VIH/sida a commencé en 1989, en tant que confidente, amie, chercheuse, militante et universitaire. Son travail et son action, comme bénévole auprès d'organismes montréalais du domaine du sida (CASM, CRISS, ACCM), comme rédactrice de directives de pratique clinique pour des associations

médicales nationales (SOGC, AMC, LLCM) et comme chargée de cours et conférencière à Concordia (études féministes, communications) lui ont apporté une connaissance approfondie des ressources du domaine du sida.

On peut joindre Maria au poste 224, au bureau du Réseau; son courriel est <mmensah@aidslaw.ca>.

*Glen Bugg* s'occupe des questions financières du Réseau depuis mai 98, en vertu d'un contrat qu'il effectue à son domicile d'Ottawa et au bureau du Réseau à Montréal. Il travaille auprès d'ONG de développement international à Ottawa, depuis plusieurs années, aux niveaux de l'administration, des finances et de l'éducation publique. Glen travaille aussi pour la Coalition interagence sida et développement (CISD); il a travaillé notamment pour Oxfam Canada, CUSO et l'ambassade du Japon.

On peut joindre Glen au poste 226.

## Ressources

À moins d'indication autre dans *Nouvelles du Réseau*, toutes les publications du Réseau juridique sont disponibles sur notre site Web à <www.aidslaw.ca> et auprès du Centre canadien de documentation sur le VIH/sida, tél. (613) 725-3434; téléc. (613) 725-9826; courriel <aids/sida@cpha.ca>. Pour obtenir la liste complète de nos publications, contactez Éric Nolet au bureau du Réseau.